



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHÔNE**  
Arrondissement d'Arles

**REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE  
DE LA COMMUNE DE SAINT-ETIENNE DU GRES**

**Arrêté municipal N°.** 018/196  
**Réduction de circulation sur une voie  
avec alternat par panneaux  
25 BD Général De Gaulle  
13103 Saint Etienne du Grès.**

**Le Maire de la Commune de Saint-Etienne du Grès,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 02/03/82 sur les droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-263 du 22/07/82.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code de la route,

**Vu** le Code Pénal

**Vu** la Loi n°2004-809 du 13.08.2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24.11.1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents qui l'ont complétés,

**Vu** l'inscription ministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 07.06.1977 modifié et complété,

**Vu** la requête, présentée par l'entreprise, Debelec Nîmes, Chemin de Saint Bénézet, 30800 Saint Gilles.

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux (enrobés à chaud) pour le compte d'Enedis situé 25 Boulevard Général de Gaulle à Saint Etienne du Grès par l'entreprise, Debelec Nîmes, 1300 Chemin de Roquetaille, 30320 Bezouze, il y a lieu de restreindre la circulation à une voie à l'aide d'un alternat par panneaux.

Acte rendu exécutoire  
après  
publication du

05/10/2018

# ARRETE

**Article 1 :** Le présent arrêté sera applicable le 14 Novembre 2018 au 28 No 2018 de 8h00 à 17h00. La circulation sur le 25 Boulevard Général De Gaulle à Saint Etienne du Grès, sera réduite à une voie régulée avec alternat par panneaux, pour le compte Enedis.

**Article 2 :** Les dépassements sur l'emprise du chantier sont interdits quelles que soient les voies laissées libres à la circulation. Cette interdiction de dépasser sera matérialisée par un panneau B3.

**Article 3 :** Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre sur une longueur de 10 mètres, excepté pour les véhicules affectés au chantier. La libre circulation des piétons sera organisée pour qu'ils empruntent le trottoir d'en face à l'aide de panneaux adéquates.

**Article 4 :** La signalisation de restriction et de circulation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise, Debelec Nîmes, 1300 Chemin de Roquetaille, 30320 Bezouce.

**Article 5 :** Ces panneaux devront être posés avec la copie du présent arrêté au minimum 48 heures avant le démarrage des travaux. De même, l'entreprise devra effectuer une information aux riverains concernés avec le même délai de prévenance de 48 heures.

**Article 6 :** L'entreprise devra effectuer une information aux riverains concernés 48 heures avant le démarrage des travaux.

**Article 7 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8 :** Le présent arrêté sera publié et affiché 48 heures avant le démarrage des travaux conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de Saint Etienne du Grès.

**Article 9 :** Monsieur le Directeur Général des services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de la commune de Saint Remy de Provence, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Agents de la Police Municipale, Monsieur le Directeur de l'entreprise, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Etienne du Grès, le 02 Octobre 2018

Le Maire  
Jean MANGION



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.